



*Au service des jeunes depuis 1984.*  
Café-Jeunesse Multiculturel

**Mémoire déposé dans le cadre de la consultation publique sur  
le Développement social à Montréal**

Rédaction du document :  
Café-Jeunesse Multiculturel en collaboration avec Bochra Manai  
(Post-doctorante à l'Université de Montréal)

Janvier 2017

## PLAN DU MÉMOIRE

<b>1. CONTEXTE DE L'ORGANISME .....</b>	<b>3</b>
HISTORIQUE .....	3
MISSION .....	3
PRINCIPE D'INTERVENTION .....	3
MOYENS D'INTERVENTION .....	3
<b>2. MISE EN CONTEXTE POUR LA CONSULTATION PUBLIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>3. ENJEUX CHOISIS : .....</b>	<b>5</b>
3.1. MAINTENIR LA SÉCURITÉ ET LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ .....	5
3.2. CONSTRUIRE LE VIVRE-ENSEMBLE .....	6
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>8</b>

# 1. Contexte de l'organisme

## Historique

Organisme à but non lucratif fondé le 1<sup>er</sup> août 1977 par des personnes de diverses origines culturelles, Mouvement Jeunesse Montréal-Nord est devenu au milieu des années '80 Café-Jeunesse Multiculturel sans renier son nom originel.

Café-Jeunesse Multiculturel est un lieu d'appartenance où tout jeune Montréalais peut, à tous les moments de la semaine, se recréer dans une ambiance multiculturelle. Café-Jeunesse Multiculturel a choisi de rejoindre les jeunes de 13 à 30 ans, parce que c'est l'âge où les jeunes repensent les valeurs reçues dans la famille et à l'école, en font une synthèse personnelle, en abandonnent ou en adoptent d'autres. Cela paraît être une période cruciale pour repenser ses préjugés et adopter une attitude d'ouverture.

## Mission

Café-Jeunesse Multiculturel a pour mission d'offrir à Montréal-Nord et dans la région un lieu permanent de rencontres et d'échanges aux jeunes de différentes cultures âgé(e)s de treize à trente ans en créant un espace favorable au développement personnel, à l'intégration, à l'implication et à la participation citoyenne.

## Principe d'intervention

Café-Jeunesse Multiculturel est ouvert aux jeunes tous les jours après l'école jusqu'en soirée ainsi que les samedis pour un total de 50 heures par semaine, et ce, à l'année. Les activités offertes sont surtout un prétexte à une œuvre d'éducation et touchent à toutes les facettes du développement d'un adolescent. L'énergie n'est pas consacrée à prêcher une morale antiraciste, mais plutôt à donner une expérience positive de vie interculturelle qui parle d'elle-même.

## Moyens d'intervention

- \* Bâtir, déployer et consolider des programmes d'activités répondant aux besoins réels et aux aspirations des jeunes selon des catégories d'âge correspondant au niveau général de leur développement ;
- \* Informer, former, accompagner et soutenir les jeunes dans leurs difficultés personnelles, familiales, scolaires ou autres en tenant compte des services déjà offerts à Montréal-Nord ;
- \* Stimuler l'implication des jeunes et encourager leur participation citoyenne au sein de la communauté ;
- \* Faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

## 2. Mise en contexte pour la consultation publique

Une politique de développement social sur l'ensemble de la ville de Montréal nous semble être des plus pertinentes. Depuis notre position d'organisme de Montréal-Nord, nous pensons que certaines problématiques, plus particulièrement, méritent que l'on partage notre point de vue. Nous œuvrons dans l'arrondissement le plus paupérisé de la ville et parmi les plus pauvres au pays, celui qui accueille autant des populations migrantes nouvellement arrivées que des anciennes vagues migratoires vivant des problématiques d'accès à l'emploi et de pauvreté, etc. Cette position nous a permis tout au long de notre pratique communautaire de déceler les pièges et les contradictions lorsqu'on les voit poindre.

Montréal-Nord, comme d'autres arrondissements, a historiquement accueilli des populations d'origine haïtienne et est aujourd'hui un des arrondissements qui accueille le plus d'immigrants maghrébins et leurs descendants. Entre ces deux groupes, nous voyons se dessiner une même façon d'être stigmatisé par la société et par les institutions<sup>1</sup>. C'est cette continuité que nous souhaitons révéler à travers les enjeux que nous avons choisi de traiter.

Depuis 2014, une thématique très spécifique semble recueillir toute l'attention des milieux éducatifs, sécuritaires, communautaires et des institutions de la ville : la « radicalisation ». La ville s'est dotée d'un centre qui en fait la prévention et de nombreuses institutions orientent leurs pratiques communautaires en ce sens. Si notre position a toujours consisté à pointer les réels problèmes de notre territoire, nous souhaitons aujourd'hui soulever nos préoccupations quant à la généralisation de cette question de la « radicalisation » et à sa façon de détourner les yeux des réels enjeux de nos milieux<sup>2</sup> et d'un potentiel développement social de notre territoire.

---

<sup>1</sup> Kapo, L, J-A, Boudreau. (à venir). La sécurité urbaine et la ville globale : quelques perspectives montréalaises. Montréal : Observatoire international des maires sur le Vivre ensemble.

Kapo, L. 2016. « Jeunesses, Espaces et Radicalisations : l'urbanité à l'ère de la «Guerre contre le terrorisme» Conférence tenue à l'INRS-UCS le 27 octobre 2016 dans le cadre des « Midis de l'immigration ».

<sup>2</sup> Amiraux, V. 2016. *Polémique et socialisation : ce que la radicalisation nous fait*. Actes du colloque « Cégépiens, Radicalisation et Vivre-Ensemble » sous la direction de H. El-Hage. Collège Rosemont 12-14 avril 2016.

Larivière, W. Manai, B et W. Prosper. 2017. « Les discours sur la radicalisation : un moyen de *dé légitimer* les citoyens ». Journal de la Ligue des Droits et Liberté, janvier 2016.

### 3. Enjeux choisis :

#### 3.1. Maintenir la sécurité et le sentiment de sécurité

En tant qu'organisme de l'arrondissement Montréal-Nord, nous nous sentons préoccupés par toute une approche sécuritaire que beaucoup d'acteurs institutionnels et communautaires de Montréal développent et reproduisent. En effet, notre histoire et le territoire sur lequel portent nos actions et nos programmes nous permettent de voir une certaine continuité dans le traitement des questions sécuritaires entre « gang de rue » et « radicalisation ». Ceci nous inquiète à différents égards : d'abord pour les jeunes de notre territoire et de la ville qui sont les premières cibles de la discrimination et des stéréotypes, mais ensuite pour les pratiques développées dans les institutions, notamment scolaires, et qui répondent à côté des réels besoins des populations cibles. À partir de Montréal-Nord, on peut dire qu'il est impératif de démonter la question sécuritaire et de considérer les enjeux réels sur lesquels il y a un besoin urgent d'agir. Certaines des pratiques, comme celles qui se concentrent sur la radicalisation, sont « contre les populations ».

En tant qu'organisme, nous pensons qu'il existe d'autres alternatives. Des collègues du communautaire et des milieux scolaires traduisent certaines appréhensions vis-à-vis de certaines populations montréalaises, tels que les Maghrébins. Ils peuvent considérer le jeune maghrébin seulement par rapport à son attitude et à son identité, culturaliser ses réactions. En ayant ce type d'attitude, il est évident que l'on essentialise encore les parcours de certaines populations et que l'on réduit les individus. Si les jeunes que nous rencontrons vivent certaines difficultés, notamment à cause du parcours migratoire, du déracinement des parents et des trajectoires d'installation dans la société québécoise et montréalaise. Une certaine méconnaissance des intervenants, des éducateurs, de l'école et de nombreux agents qui ont un impact sur l'identification des jeunes, peut conduire à des amalgames dangereux. En fait, le comportement des jeunes y est réduit à la question de la violence et une confusion entre la communauté et la violence s'établit. Hier l'attitude et la tenue vestimentaire des Haïtiens étaient scrutées, pour déterminer s'ils étaient des membres de gang de rues, ce qui a conduit au fichage de milliers de jeunes. Aujourd'hui le regard scrute les jeunes Arabes, Maghrébins et musulmans. Et ce regard sur le jeune provoque des ravages sur un ensemble d'individus en construction identitaire et en pleine consolidation de l'identité sociale.

Nous pensons que les efforts de travail pour un sentiment de sécurité doivent être mis sur les jeunes. Dans le cas des intervenants, il est primordial d'éviter la stigmatisation de certaines catégories de jeunes et de certaines communautés en particulier. La nécessité de penser une politique de développement social de nos villes passe par la lutte contre la stigmatisation qui colle à certains de nos secteurs et territoires. C'est également au sein de ces espaces stigmatisés qu'il est essentiel pour les acteurs de ne pas reproduire des présuppositions qui pourraient nuire aux jeunes, notamment dans leur épanouissement, et ce, à un âge très sensible. Tout discours et toute intervention qui réduisent les jeunes à certaines « déviances » deviennent problématiques et contre-productifs.

### 3.2. Construire le vivre-ensemble

Nous ne nions pas les enjeux d'enfermement, de repli sur soi (utilisant parfois les discours religieux) qui peuvent exister et dans lesquels certaines catégories de population peuvent trouver refuge. Nous pensons que pour les contrer, les efforts de travail pour un sentiment sécuritaire doivent être mis sur les jeunes en soulignant leur participation et leur engagement.

En effet, sur certains territoires de Montréal, là où résident des populations maghrébines<sup>3</sup> et musulmanes, il faut s'évertuer à faire des ponts. Nous pensons qu'il faut amener ces populations à participer à des enjeux de la vie publique, notamment à l'échelle des arrondissements. Car, c'est cette démarche « d'aller vers ces jeunes et ces familles », au-delà du service qu'on rend (alphabétisation, employabilité, etc.) qui inclura et qui leur donnera le sentiment d'appartenance à la société montréalaise et québécoise. Nous pensons que le « vivre-ensemble » consiste à tisser des liens avec ces populations fortement stigmatisées dans les médias par exemple<sup>4</sup>.

En tant qu'organisme de terrain, nous voyons les impacts au quotidien de la peur et de la méconnaissance de ces populations. Cette distorsion du réel restreint l'intervention et la communication. Parfois les actions et les activités sont dictées par les représentations plus que par les demandes des communautés et leurs réalités. Par exemple « On ne veut pas inviter telle femme parce que son mari ne va pas vouloir » est un exemple de cette hyper-correction qui fait faire plus que ce que demandent les communautés elles-mêmes.

Un autre enjeu est celui de la construction d'une communauté là où il y a une hétérogénéité. Par exemple, l'intervention devient construite sur les préjugés : « On ne peut pas faire une activité, c'est vendredi ». C'est une façon de construire des communautés homogènes.

---

<sup>3</sup> Manai, B. 2015. La mise en scène de l'ethnicité maghrébine à Montréal. Thèse de doctorat. INRS-UCS

<sup>4</sup> CIM. 2014. Portrait médiatique de l'intégration économique des immigrants dans la métropole. Avis sur l'impact des médias, l'importance du dialogue et la nécessité d'une prise de parole : vers un nouveau pacte pour un meilleur vivre-ensemble.

En ce qui concerne les jeunes que nous rencontrons sur le terrain, il est important de ne pas les considérer comme des « poids » pour les intervenants que « l'on n'arriverait pas à gérer » parce qu'ils seraient vus comme « enfermés ». Tout se passe comme si on aimerait qu'ils ne soient pas là, parce qu'ils nous dérangent dans nos pratiques et complexifient nos interventions. S'il y a incontestablement des enjeux sécuritaires à traiter, c'est sur les jeunesses qu'il faut s'attarder, plutôt que de les culturaliser. En ayant de telles pratiques professionnelles, nous les mettons en porte à faux avec la société, plutôt que de les aider à se sentir appartenir à la communauté des citoyens. De plus, notre travail peut créer de la frustration, notamment identitaire, là où l'on pensait trouver des solutions.

Cette distance avec les organismes et les institutions qui sont censés les accueillir ne favorise que la méfiance des jeunes et de leurs familles. Leur perception d'être des populations rejetées alimente alors toute sorte de replis. Nous estimons que les jeunes se construisent une identité citoyenne s'ils ne sont pas victimes de manque de reconnaissance. Sinon ils peuvent se construire à l'écart des autres. Si l'on prend l'exemple des femmes, notamment musulmanes, qui sont accueillies pour les services et qui remplissent les activités des organismes, elles sont rarement invitées à traiter des enjeux qu'elles vivent. Ainsi, dans les cafés-rencontres, les ateliers cuisine ou couture, on ne va pas considérer ces femmes autrement qu'en tant que migrantes et on va leur parler de féminisme et de rapports homme-femme alors que leurs enjeux personnels peuvent être très différents.

Plus on met les communautés de côté, plus on les stigmatise. Et le fait de reproduire les mêmes erreurs avec des communautés différentes ne nous retire pas notre responsabilité en tant qu'acteurs des milieux communautaires, éducatifs et institutionnels. Sans une lecture historique de nos programmes, nous ne construisons pas un vivre-ensemble durable.

## Bibliographie

Amiriaux, V. 2016. *Polémique et socialisation : ce que la radicalisation nous fait*. Actes du colloque « Cégépiens, Radicalisation et Vivre-Ensemble » sous la direction de H. El-Hage. Collège Rosemont 12-14 avril 2016.

Amiriaux, V. et J. Araya-Moreno. 2014. « Pluralism and Radicalization: Mind the Gap! » in Paul Bramadat et Lorne Dawson (dir.), *Religious Radicalization and Securitization in Canada and Beyond*. Toronto: University of Toronto Press, pp. 92-120.

Conseil Interculturel de Montréal. 2014. *Portrait médiatique de l'intégration économique des immigrants dans la métropole. Avis sur l'impact des médias, l'importance du dialogue et la nécessité d'une prise de parole : vers un nouveau pacte pour un meilleur vivre-ensemble*.

Kapo, L, J-A, Boudreau. (à venir). *La sécurité urbaine et la ville globale : quelques perspectives montréalaises*. Montréal : Observatoire international des maires sur le Vivre ensemble.

Kapo, L. 2016. « Jeunesses, Espaces et Radicalisations : l'urbanité à l'ère de la «Guerre contre le terrorisme» Conférence tenue à l'INRS-UCS le 27 octobre 2016 dans le cadre des « Midis de l'immigration ».

Larivière, W. Manaï, B et W. Prosper. 2017. « Les discours sur la radicalisation : un moyen de *dé légitimer* les citoyens ». *Journal de la Ligue des Droits et Liberté*, janvier 2016.

Manai, B. 2015. *La mise en scène de l'ethnicité maghrébine à Montréal*. Thèse de doctorat. INRS-UCS

---

Café-Jeunesse Multiculturel est un organisme à but non lucratif qui investit dans la jeunesse de Montréal Nord depuis plus de 30 ans. Café-Jeunesse Multiculturel a pour mission d'offrir à Montréal-Nord et dans la région un lieu permanent de rencontres et d'échanges aux jeunes de différentes cultures, âgés de 13 à 30 ans, en créant un espace favorable au développement personnel, à l'intégration, à l'implication et à la participation citoyenne. L'entraide, la communauté, la multiculturalité et l'humanisme font partie de l'approche globale que prône l'organisme.

« À Café-Jeunesse Multiculturel, nous sommes riches de nos différences »

11 121 Avenue Salk, porte 114  
Montréal-Nord, H1G 4Y3  
514 324-8112

[cjm@cafejeunessemulticulturel.org](mailto:cjm@cafejeunessemulticulturel.org)  
[www.cafejeunessemulticulturel.org](http://www.cafejeunessemulticulturel.org)

